

LES URNES SERONT-ELLES FUNÉRAIRES ?

LE 15 MARS 2012 JEAN-PAUL JOUARY

Agitation de campagne, les référendum proposés par le président-candidat constituent un élément d'une "stratégie du choc". Au-delà de la communication, c'est aussi l'idée même de la démocratie qui est foulée aux pieds.



Citation : "Si le peuple promet simplement d'obéir, il perd sa qualité de peuple" – Rousseau

La déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy a confirmé la "stratégie du choc" analysée par Naomi Klein, à laquelle j'avais consacré une précédente chronique (**"Qui veut voter pour l'enfer ?"**) : c'est en agitant l'épouvantail du drame grec, délibérément provoqué puis aggravé, que le Président a invité à accepter de nouvelles régressions. Cet argument a aussitôt été repris sur le mode grotesque par Claude Allègre qui annonçait son entrée dans l'équipe de campagne sarkozyste.

On met le peuple grec en faillite, on lui impose alors des mesures qui détruisent tous ses moyens de remonter la pente, on ordonne alors des mesures plus drastiques encore, on le met sous tutelle, puis on prend les autres peuples à témoin : si vous ne voulez pas subir le même sort, il faut accepter de renoncer pour toujours à l'idée même de progrès social et de service public. C'est le sens du pacte signé par Nicolas Sarkozy à l'échelle européenne, et de la "règle d'or" qu'il entend introduire dans la Constitution : il deviendrait illégal de renouer avec l'idée même d'une vie meilleure.

Mais c'est une autre annonce qui aura marqué médiatiquement cette déclaration de candidature : celle de deux référendum stigmatisant les chômeurs et les étrangers. Aussitôt François Bayrou annonçait à son tour son intention d'organiser un référendum... sur la moralisation de la vie publique. Et quelques commentateurs de s'étonner de cette façon de donner la parole au peuple, contre les prérogatives du Parlement, comme si ces propositions étaient trop démocratiques. Et si toutes ces déclarations avaient à voir avec la "stratégie du choc" ?

De fait, dès la semaine suivante, Nicolas Sarkozy précisait qu'en ce qui concerne le "pacte" européen, il n'était pas question d'organiser un référendum. Trop compliqué pour les Français.



Résumons-nous : si l'on demande que le peuple soit consulté sur son avenir, cela est qualifié de "populisme" ; si on propose de le consulter sur des thèmes de division et de régression, cela devient de la démocratie.



Tout cela nous oblige à revenir sur le lien entre suffrage et démocratie en rappelant, pour le troisième centenaire de sa naissance, ce que Jean-Jacques Rousseau a établi sur la question.

Par delà le sens antique du mot, qui suppose que le peuple assemblé discute et décide de tout sans aucune médiation, la démocratie en son principe renvoie à une conception précise de ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas : n'est légitime que ce que le peuple a explicitement approuvé, au moins majoritairement.

Certes, le peuple peut se donner des "gouvernants", que Rousseau appelle des "commissaires" en ce qu'ils sont strictement commis à l'application des décisions ratifiées par l'ensemble des citoyens. Mais "gouverner", tenir le gouvernail, n'ayant rien à voir avec "diriger", déterminer le cap à suivre, nul gouvernement ne saurait prétendre « représenter » le peuple qui l'a élu :



Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. (in Le contrat social).



Doit-on "moraliser" la vie politique ? Rousseau, encore :



Dans toute véritable démocratie la magistrature n'est pas un avantage mais une charge onéreuse.



Autrement dit, il serait vain d'espérer "moraliser" la vie politique à l'intérieur d'un système institutionnel qui tourne le dos à toute légitimité. C'est donc une affaire de Constitution. Et pour Rousseau, le principe même d'une Constitution digne de ce nom est simple :



Le Peuple soumis aux lois en doit être l'auteur.



Sans quoi il doit obéir à une volonté à laquelle il n'a pas pris part. Dans ce cas, il ne s'agit plus pour les citoyens que d'obéir. Or, "si le peuple promet simplement d'obéir, il perd sa qualité de peuple". Voilà comment il s'agirait de parler à des citoyens dignes de ce nom, et

qui serait de nature à les réconcilier avec la politique.

Dès lors, qu'un Président annonce qu'il décidera des référendum quand il le voudra, sur les thèmes qu'il choisira, excluant ceux sur lesquels le peuple ne serait pas d'accord (les traités européens, la casse de l'école, de l'hôpital, des services publics, l'âge de la retraite, les cadeaux fiscaux pour les grandes fortunes, etc.), cela revient tout simplement à programmer des plébiscites, qui en leur principe même sont la négation de la démocratie.

Les urnes seront-elles funéraires, où l'on déversera les cendres des libertés publiques ?

Poster-citation par Marion Boucharlat pour Owni /-)

WORTI

le 15 mars 2012 - 19:50 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



C'est pédant et prétentieux mais: il serait temps d'ouvrir les yeux.

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LOFFREDA ALAN

le 16 mars 2012 - 11:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Worti : et sur quoi donc prétendez-vous être capable d'ouvrir les yeux si vous n'êtes pas foutu de faire un autre commentaire que ce navrant post que vous avez commis ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EMMA

le 16 mars 2012 - 9:32 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Instructif, utile, et franchement effrayant...
Il FAUT qu'il s'en aille, lui et sa clique !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

U.H.M.

le 16 mars 2012 - 11:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il faut bien comprendre que Sarkozy, zélé promoteur de cet état de fait en France, n'est qu'un agent parmi d'autres. Il s'en ira, espérons dans deux mois, mais cela ne changera rien à l'inflexion que subit la civilisation occidentale depuis la révolution néoconservatrice des années 80.

Le protocole de Kyoto est de facto caduc, on n'empêchera pas la destruction environnementale qui va provoquer une hausse moyenne de 2°C sur le globe.

Le web est menacé, par ACTA et l'infowar mené par les industries sécuritaires, alors qu'il est une chance pour mutualiser et factoriser les talents et les réalisations humaines.

La crise énergétique est installée et exponentielle, aucune alternative n'étant sérieusement envisagée aux hydrocarbures (alors qu'on pourrait développer les smart grids et quantité d'énergies renouvelables).

Les inégalités sociales et internationales sont si exacerbées qu'elles vont provoquer des conflits régionaux en pagaille.

Les ressources naturelles étant par endroits épuisées, leur raréfaction va également provoquer des désastres (guerres de l'eau).

La malnutrition répandue dans certaines régions du globe, et l'absence quasi-totale de gestion intelligente de la production agroalimentaire dans les autres régions, va provoquer des désastres sanitaires sans précédents.

Derrière chacune de ces menaces, on trouve des industries. Industries énergétiques surpuissantes, industries culturelles, industrie pharmaceutique, industrie agroalimentaire, complexes militaro-industriels, vendeurs d'armes, etc.

Au travers de la doctrine néolibérale, ce sont ces industries qui règnent. Au

travers de la stratégie du choc, ce sont ces industries qui imposent aux gouvernants, et ainsi aux peuples, leur diktat productiviste / consumériste.

Vu de très loin (disons Saturne ou Pluton), je pense que notre situation peut s'analyser comme une énorme crise de boulimie mortelle, ou comme la propagation de métastases à l'échelle du globe. Une surconsommation irraisonnée, motivée par la cupidité des seuls entités qui sont en mesure d'inverser la tendance et de rationaliser les activités humaines.

Petit complément audio : <http://www.franceinter.fr/emission-parenthese-sous-le-choc-entre-chaos-et-betise>

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EMMA

le 16 mars 2012 - 13:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bon, d'accord avec votre cauchemardesque mais pertinente analyse, mais...

(et c'est une réponse tarte-à-la-creme, j'en conviens.) comment on s'en sort ? c'est par ou la sortie ?

Le Mal est connu, mais comment on l'éradique ? Ou est l'Anneau et dans quel volcan le jeter ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GAÏA

le 16 mars 2012 - 19:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Peut-être en agissant ? Je viens de lire un Noam Chomsky très intéressant, où il dit clairement qu'il n'y a que dans nos pays, dit avancés que les gens demandent ce qu'il faut faire (ce n'est pas un jugement de ma part, entendons-nous bien, je me suis moi-même posé ces questions devant une situation qui m'échappe). Dans les pays pauvres, les gens venaient à lui en lui racontant ce qu'ils avaient fait.

Ce qui veut dire qu'on peut commencer, chacun d'entre nous, à organiser notre vie autrement. Le commentaire de U.H.M dresse un constat réel, alarmant certes. Mais on ne va pas faire comme tous ces gens qu'on ne supporte plus, c'est à dire répéter qu'on y peut rien, et que le monde ne changera pas.

Donc, on reprend chacun de ces points et on réfléchis ensemble à ce que l'on peut commencer à changer. Pour ma part, j'ai commencé à changer ma façon de consommer, et petit à petit, je n'ai plus besoin d'aller en grande surface. Résultat net : empreinte écologique amoindri, je jette trois fois moins de déchets que mes voisins, santé bien meilleure, et humeur au beau fixe ! ^^

Bon, ce ne sont que quelques pistes.... je vous laisse découvrir les votre, et nous les partager. :)

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

U.H.M.

le 16 mars 2012 - 19:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Là, comme tout le monde j'en suis réduit à faire quelques hypothèses. Lire des gens, écouter des propositions (dont pratiquement aucune n'est reprise dans les campagnes électorales, preuve que ces gens qui sollicitent nos suffrages

sont des fraudes, des usurpateurs et des fantaisistes).

Pour nourrir ta réflexion et illustrer des propositions pertinentes, un intellectuel que je lis régulièrement : <http://www.telerama.fr/idees/presidentielle-j-57-la-campagne-vue-par-bernard-stiegler,78318.php>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

U.H.M.

le 16 mars 2012 - 11:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Et pendant que les catastrophes approchent, nos "candidats" discutent sur la viande halal, l'immigration ou "l'assistanat". Et il n'y aurait pas haute trahison ?

Quiconque ne met pas au centre de sa campagne les nécessaires et drastiques régulations et mutations en matière d'écologie, d'énergie, de production industrielle, de consommation et de finance, est une fraude.

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MM

le 16 mars 2012 - 10:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellent article

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

U.H.M.

le 16 mars 2012 - 11:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La Constitution devrait surtout interdire aux politiques de proposer à la collectivité nationale de répondre à des référendums consacrés à telle ou telle composante de cette collectivité.

Ainsi, on ne devrait pas interroger les français au sujet des immigrés ou des chômeurs.

En revanche, on devrait les interroger dès qu'il est question de souveraineté du peuple, comme ça avait été le cas pour la constitution européenne, et comme ça devrait l'être pour la dette publique ou la "règle d'or", par exemple. Curieusement, dans ces cas-là, les exécutifs passent par-dessus les référendums...

Ces exécutifs font ainsi la preuve de ce qu'ils ont trahi leur mandat, et oeuvrent au service d'entités non souveraines (marchés, banques d'affaires, hedge funds, troïka monétaire) au lieu d'oeuvrer au services des peuples qui les ont mandatés.

ça s'appelle une haute trahison. ça s'appelle la transformation d'une démocratie en ploutocratie. ça s'appelle la confiscation de la souveraineté populaire au profit d'une idéologie privée, ce fameux néolibéralisme qui a conduit à l'indépendance des marchés financiers, libérés du primat politique.

Cette véritable expropriation juridique, ce putsch des organes financiers permet la prise du pouvoir par des agents du capitalisme total (quelles que soient ses déclinaisons, néoconservatrices, social-réformistes ou néolibérales), par les adeptes de l'Ecole de Chicago ou les membres des cercles privés type Trilatérale. En résultent des choses comme ACTA ou INDECT, mais aussi une quantité délirante de réformes nationales ou internationales dérégulant l'économie. Je ne crois pas qu'il soit trop fort d'affirmer que cette situation, qui n'est plus "à craindre" mais désormais solidement établie, ne soit le prélude à un totalitarisme capitaliste, fait de réseaux surveillés, de puces sous-cutanées, de vidéosurveillance, de traçabilité des citoyens, de bases de données, d'écoutes globales, bref, un biopouvoir techno-sécuritaire aux mains d'oligarchies industrielles dont le dogme est la consommation, et dont l'arme est le marketing.

La plainte de Saul Williams, "Not in our name", devient chaque jour plus désespérée

...

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

S pour Sexisme « Digital Wanderer le 26 mars 2012 - 14:39

[...] est donc temps de changer ce monde bien que, pour reprendre l'expression de Jean Paul Jouary, c'est vraisemblablement par les urnes que nous perdrons nos libertés et non que nous changerons [...]